

2016



06

Industrie
et services

Neuchâtel 2018

Structure des PME suisses en 2016

Structure des PME suisses en 2016

Rédaction Joachim Welte, OFS
Contenu Joachim Welte, OFS
Éditeur Office fédéral de la statistique (OFS)

Neuchâtel 2018

Éditeur: Office fédéral de la statistique (OFS)
Renseignements: statent@bfs.admin.ch, tél. 058 463 62 66
Rédaction: Joachim Welte, OFS
Contenu: Joachim Welte, OFS
Série: Statistique de la Suisse
Domaine: 06 Industrie et services
Langue du texte original: français
Mise en page: section DIAM, Prepress/Print
Graphiques: section DIAM, Prepress/Print
Page de titre: section DIAM, Prepress/Print
Impression: en Suisse/Cavelti SA, Gossau
Copyright: OFS, Neuchâtel 2018
La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée.
Commandes d'imprimés: Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel,
tél. 058 463 60 60, fax 058 463 60 61,
order@bfs.admin.ch
Prix: Fr. 10.– (TVA excl.)
Téléchargement: www.statistique.ch (gratuit)
Numéro OFS: 1662-1600
ISBN: 978-3-303-06328-6



Table des matières

1	Introduction	5
2	Structure de l'économie suisse	6
3	Importance des PME dans les secteurs économiques	9
4	PME selon l'activité économique	13
4.1	Analyse de la répartition des PME dans les branches économiques en 2016	13
4.2	Zoom sur la période 2015–2016	15
5	PME dans les régions et les cantons	20
6	PME selon la forme juridique	22
7	PME en tant que filiale d'un groupe d'entreprise étranger	24
8	PME en comparaison internationale	26
9	Conclusion	28
10	Abréviations	29
	Annexe	31

1 Introduction

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont reconnues comme un des facteurs fondamentaux de l'économie suisse. Le paysage économique helvétique est constitué essentiellement de microentreprises et d'entreprises de taille petite et moyenne. Les PME sont par conséquent au centre de l'attention et bénéficient de programmes de soutien dans le cadre de politiques spécifiques. Parmi les politiques publiques relatives aux PME, on peut citer par exemple l'amélioration de l'accès des PME aux marchés via des coopératives de cautionnement partiellement couvertes par la Confédération¹ ou encore l'allègement des formalités administratives via le portail PME et la plateforme Easygov.swiss².

La définition d'une PME est ainsi particulièrement importante lors de la sélection des entreprises qui vont bénéficier de politiques publiques spécifiques. Actuellement, le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) et l'Office fédéral de la statistique (OFS) définissent comme PME toute entreprise marchande qui emploie moins de 250 personnes. On distingue ainsi les PME, d'une part, et les grandes entreprises, d'autre part. Les PME peuvent en outre être éclatées en différentes catégories d'entreprises, parmi lesquelles les microentreprises qui comptent moins de 10 emplois.

L'importance des PME dans le paysage économique suisse se traduit également par une demande au niveau statistique. Pour répondre à cette demande, l'OFS publie la présente analyse, réalisée sur la base de la statistique structurelle des entreprises (STATENT). Celle-ci est disponible depuis 2011.

La présente publication fait suite à celle diffusée en 2017³. Outre l'intégration des derniers résultats disponibles de la STATENT pour l'année 2016, cette version apporte deux éléments nouveaux par rapport à la précédente: un nouveau chapitre sur l'importance et la structure des PME appartenant à un groupe d'entreprise étranger ainsi qu'une analyse de l'évolution l'emploi des PME entre 2011 et 2016.

Le premier complément repose sur l'exploitation des données de la Statistique sur les filiales et les emplois des multinationales étrangères (STAFEME) publiées pour la première fois par l'OFS en 2017. Cette statistique produit des données importantes sur la structure, les activités et la répartition géographique des filiales

et des emplois des multinationales étrangères en Suisse⁴. Il s'agit d'étudier quelle est la place des PME suisses au sein des multinationales étrangères et dans quelle mesure ces unités sous contrôle étranger ont des structures différentes des PME sous contrôle helvétique.

Le second élément additionnel a pour but d'analyser l'évolution de l'emploi des PME sur la période allant de 2011 à 2016 avec un focus particulier sur les deux dernières années. Cette analyse apporte des éléments statistiques sur les sources du ralentissement de la croissance de l'emploi. Il convient de préciser ici que cette publication n'a pas la prétention d'établir des liens de causes à effets entre le recul de l'emploi dans certaines branches, en particulier du secteur secondaire, et l'abolition du taux plancher entre le franc suisse et l'euro, décidé par la Banque nationale suisse (BNS) en janvier 2015.

La publication est structurée comme suit: après avoir présenté quelques chiffres sur la structure générale de l'économie suisse, nous analysons la structure et l'évolution du nombre de PME et de leurs effectifs, par secteur économique et par classe de taille, sur la période 2011 à 2016. L'analyse des PME est ensuite approfondie au niveau des branches d'activités économiques selon les deux approches structurelle et conjoncturelle. Leur distribution cantonale, et leur ventilation selon les formes juridiques sont brièvement passées sous revue dans les chapitres 5 et 6. Nous proposons ensuite d'illustrer les caractéristiques structurelles des PME appartenant à un groupe d'entreprise étranger. Le dernier chapitre permet enfin de comparer le poids et la répartition des PME en Suisse par rapport à une sélection de pays.

Cette publication s'adresse à un large public. Les analyses proposées peuvent intéresser les milieux politiques, les chercheurs et les étudiants, ainsi que les professionnels des médias.

¹ https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Standortfoerderung/KMU-Politik/Buergschaften_fuer_KMU.html

² <https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Standortfoerderung/KMU-Politik.html>

³ OFS (2017), *Structure des PME suisses en 2015*, disponibles sous: www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Industrie, services → Entreprises et emplois → Structure de l'économie: Entreprises

⁴ Plus d'informations sur la STAFEME sont disponibles via: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/industrie-services/stage.html>

2 Structure de l'économie suisse

Différents types d'unités interagissent afin de former le tissu économique de la Suisse. Pour étudier la structure économique de notre pays et ainsi ancrer le cadre de cette publication, il est nécessaire de faire la distinction entre le secteur privé et le secteur public, puis entre les unités dites marchandes et non marchandes. Ces termes sont importants dans le cadre de la comptabilité nationale suisse, qui constitue le cadre de référence de nos analyses macroéconomiques. Ces termes sont brièvement présentés ci-dessous :

- on considère qu'une unité est marchande lorsqu'elle produit des biens et services qui sont mis sur le marché à des prix qui couvrent en grande partie les coûts de production. La production non marchande est celle qui est fournie gratuitement ou à des prix qui ne couvrent pas une part significative des coûts. D'une manière générale, on considère que les prix ne couvrent pas les coûts si les recettes provenant de la vente représentent moins de 50% des coûts de fabrication;
- on considère qu'une unité fait partie du secteur public lorsqu'elle est contrôlée par les pouvoirs publics. Le contrôle passe souvent, mais pas nécessairement seulement, par la détention d'une part significative du capital-actions. Il est important de relever ici qu'une unité publique peut être active sur un marché concurrentiel et être, de ce fait, un producteur marchand¹;

Unités marchandes et non marchandes selon le secteur

T1

Unité	Secteur privé	Secteur public
Non marchande	Institutions sans but lucratif (ISBL)	Administrations publiques
Marchande	Entreprises privées	Entreprise publiques

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2018

Le classement possible des différentes unités est donné dans le tableau T1 ci-dessus. Les PME appartiennent à la catégorie des producteurs marchands. Cette catégorie est surlignée en gris dans la partie inférieure du tableau T1. Par conséquent, les analyses, présentées dans les prochains chapitres, se réfèrent exclusivement aux entreprises, c'est-à-dire aux producteurs de type marchand.

Le tableau T2 ci-après donne un aperçu du nombre d'unités marchandes et non marchandes des secteurs privé et public sur la période 2011 à 2016. Il illustre bien l'importance des entreprises (privées et publiques) comme acteurs économiques.

Nombre d'unités par secteur, de 2011 à 2016

T2

Unité	Secteur privé							Secteur public						
	2011	2012	2013	2014	2015	2016 ¹	Part en 2016	2011	2012	2013	2014	2015	2016 ¹	Part en 2016
Non marchande	10 180	10 341	10 538	10 665	10 886	11 088	1,8%	4 288	4 524	4 514	4 436	4 376	4 453	0,8%
Marchande	551 405	556 106	561 738	577 662	581 083	585 383	97,3%	1 138	910	889	875	871	831	0,1%
Total	561 585	566 447	572 276	588 327	591 969	596 471	99,1%	5 426	5 434	5 403	5 311	5 247	5 284	0,9%

¹ résultats provisoires

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2018

¹ Il convient de préciser que la délimitation de ces unités se fonde ici sur les formes juridiques. Ces dernières sont un proxy pour estimer le contrôle, faute de données adéquates et exhaustives pour chiffrer la part des administrations publiques dans le capital-actions des différentes entreprises. Concrètement, les entreprises publiques marchandes sont constituées des entreprises ayant les formes juridiques suivantes: Instituts de droit public (forme juridique (FJ 17), entreprises cantonales (FJ 31), de district (FJ 32), communale (FJ 33) et entreprises publique d'une corporation de droit public (FJ 34).

Le tableau T2 montre que la très grande majorité (97,3%) des unités appartient au secteur privé marchand et sont par conséquent des «entreprises privées». Les organisations privées qui n'ont pas un caractère marchand, généralement dénommées «institutions sans but lucratif au service des ménages» (ISBLM)² dans la comptabilité nationale, arrivent loin derrière avec une part relative de 1,8%. Quant aux organisations du secteur public (marchandes et non marchandes confondues)³, elles représentent 0,9% du total des unités observées.

Si – au niveau du nombre d'unités – les entreprises occupent le devant du paysage économique suisse, la situation est plus nuancée lorsque l'on considère la ventilation des emplois. Le tableau T3 affiche la répartition des emplois de 2011 à 2016 selon le type d'organisation et le secteur.

Il ressort du tableau T3 que les entreprises marchandes du secteur privé totalisent 81,5% des emplois dénombrés en Suisse. Les unités privées non marchandes (ISBLM) viennent nettement plus loin avec une part relative de 3,6%.

Le secteur public regroupe 14,9% des emplois. Ces derniers se répartissent entre les entreprises publiques marchandes (4,7%) et les unités institutionnelles non marchandes ou administrations (10,2%).

Si l'on considère l'évolution des entreprises marchandes depuis 2011, on constate que tant le nombre d'entreprise que le nombre d'emplois ont toujours évolué positivement dans le secteur privé (respectivement +1,3% et +1,1% en moyenne annuelle). À l'inverse, le secteur public connaît des évolutions fortement négatives du nombre d'entreprises publiques notamment en début de période (–6,1% en moyenne annuelle) ainsi que des variations contrastées du nombre d'emplois (–2% en moyenne annuelle). Comme le montre l'encadré 1, ces évolutions ne reflètent pas vraiment des changements de fonds, mais plutôt des reclassements d'unités existantes, resp. des modifications de formes juridiques.

Nombre d'emplois par secteur, de 2011 à 2016

T3

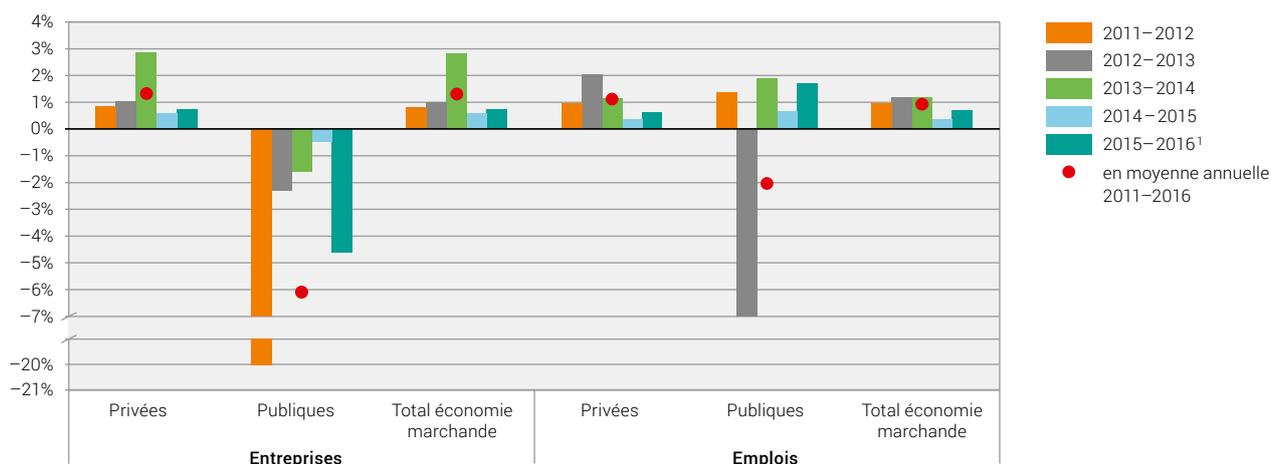
Unité	Secteur privé							Secteur public						
	2011	2012	2013	2014	2015	2016 ¹	Part en 2016	2011	2012	2013	2014	2015	2016 ¹	Part en 2016
Non marchande	162 173	164 739	169 197	173 517	178 463	184 252	3,6%	482 673	488 832	496 136	504 789	516 231	521 772	10,2%
Marchande	3 968 758	4 006 228	4 087 599	4 134 389	4 149 145	4 175 228	81,5%	257 104	260 634	229 221	233 578	235 076	239 083	4,7%
Total	4 130 931	4 170 967	4 256 796	4 307 906	4 327 608	4 359 480	85,1%	739 777	749 466	725 357	738 367	751 307	760 855	14,9%

¹ résultats provisoires

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2018

Évolution du nombre d'entreprises et d'emplois de l'économie marchande par secteur, 2011–2016

G1

¹ résultats provisoires

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2018

² Il s'agit par exemple des partis politiques, des syndicats, et des associations de consommateurs.

³ Il s'agit par exemple des administrations publiques cantonales ou communales.

Encadré 1

Les évolutions du graphique 1 amènent les commentaires suivants: (a) En 2012, la variation très négative des entreprises marchandes du secteur public (-20%) provient principalement de reclassements d'unités existantes qui sont dorénavant intégrées dans des administrations publiques et quittent de ce fait le giron des entreprises publiques. Il s'agit essentiellement des nombreux services forestiers communaux et autres activités forestières (bourgeoisies propriétaires de forêts, etc.) qui sont reclassées comme une administration publique (Forme juridique 24). (b) En 2013, le recul important des emplois des entreprises marchandes du secteur public (-12%) s'explique par la redéfinition de la forme juridique de La Poste Suisse. Aux termes de la loi fédérale sur l'organisation de La Poste Suisse (RS 783.1), cette entreprise passe du statut d'«Institut de droit public» à «Société anonyme». Les emplois de la poste sont ainsi redirigés vers le secteur «privé». (c) La diminution du nombre des entreprises publiques en 2016 s'explique en partie par des réorganisations au sein du secteur public (regroupement de certaines unités) notamment dans le domaine de la santé et de l'action sociale.

3 Importance des PME dans les secteurs économiques

Le tissu économique de notre pays est constitué essentiellement de PME. Comme indiqué précédemment, en Suisse, ces dernières se définissent comme les entreprises qui occupent moins de 250 personnes¹. Le tableau T4 ci-dessous présente les différentes ventilations disponibles.

Définition des PME

T4

Type d'entreprises	Classes de taille PME
Microentreprises	moins de 10 emplois
Petites entreprises	10 à 49 emplois
Moyennes entreprises	50 à 249 emplois
Petites et moyennes entreprises (PME)	1 à 249 emplois

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2018

Avant une première analyse de l'évolution par classe de tailles et par secteur économique, il convient d'articuler quelques chiffres qui rendent compte de l'importance des PME dans le paysage économique suisse. Schématiquement, la situation se présente comme suit:

- quelques 99,7% des entreprises sont des PME. Elles regroupent plus de deux tiers (67,8%) de l'emploi total des entreprises marchandes;
- la majorité des entreprises (environ 74%) et des emplois (environ 72%) se trouve dans le secteur tertiaire. Vient ensuite le secteur secondaire avec respectivement environ 16% des entreprises et 25% des emplois;
- c'est dans le secteur primaire que les PME sont proportionnellement le plus présentes, avec la quasi-totalité des entreprises (99,9%) et des emplois (99,8%) recensés au sein des PME et plus précisément au sein des microentreprises (98,5% des entreprises et 89,4% des emplois);

- le secteur secondaire compte le plus de grandes entreprises (part relative supérieure à 3%). On peut également relever que les grandes entreprises regroupent à elles seules près de 30% des emplois du secteur secondaire. Les petites et moyennes entreprises concentrent chacune un peu plus du quart des emplois. Les microentreprises regroupent environ 80% des entreprises et 17% des emplois du secteur;
- enfin, le secteur tertiaire affiche une forte proportion d'entreprises de type PME (99,7%), dont plus de 90% sont des microentreprises. Toutefois, dans ce secteur, ce sont les grandes entreprises qui concentrent le plus d'emploi (environ 35%) suivies des microentreprises (environ 26%).

Après cette première vue d'ensemble, il s'agit de mettre en évidence l'évolution des PME et leurs apports à la croissance du nombre d'entreprises et d'emplois. Les graphiques G2 (entreprises) et G3 (emplois) décomposent la contribution à la croissance par secteur économique et classe de taille. Cette dernière mesure l'apport de chaque classe de taille à la croissance totale du secteur (primaire, secondaire, tertiaire) en tenant compte du poids de chaque classe². D'emblée un constat s'impose. Tous secteurs confondus, l'évolution du nombre d'entreprises repose principalement sur la croissance des microentreprises. Dans le secteur tertiaire, la variation du nombre d'entreprise est toujours positive, quelle que soit la classe de taille. Dans les secteurs primaire et secondaire, des variations négatives sont observées. L'année 2014 est particulière dans la mesure où le nombre d'entreprises, et plus particulièrement le nombre des microentreprises, augmente dans les secteurs secondaire et tertiaire (resp. +1,1% et 3,8%). Par contre, à partir de 2015, toutes les classes de taille du secteur secondaire affichent une évolution négative du nombre d'entreprise. Dans le secteur tertiaire, la croissance du nombre d'entreprises est moins dynamique en 2015 (+0,9%). Elle remonte légèrement en 2016 (+1,3%). Les secteurs primaire et secondaire continuent d'observer une évolution négative du nombre d'entreprises en 2016 (−1,8% et −0,4%).

¹ La définition des PME peut reposer sur des critères différents. Ainsi, outre le nombre de personnes, l'Union européenne utilise deux autres critères (au choix): le chiffre d'affaires annuel (limité 50 millions d'euros maximum), ou le total du bilan (maximum 43 millions d'euros). Pour plus d'informations sur la définition des PME au niveau européen, voir: <http://ec.europa.eu/eurostat/web/structural-business-statistics/structural-business-statistics/sme>

² La contribution à la croissance de la classe de taille S_i pour l'année t , nommé $\Delta_{S_i}^t$, peut être défini comme suit:

$$\Delta_{S_i}^t = \frac{EMP_{S_i}^t - EMP_{S_i}^{t-1}}{EMP_{S_{tot}}^t - EMP_{S_{tot}}^{t-1}} * \frac{EMP_{S_{tot}}^t - EMP_{S_{tot}}^{t-1}}{EMP_{S_{tot}}^{t-1}}$$

Nombre d'entreprises marchandes par secteur économique et classes de taille, en 2016

T5

	2016 ¹	
	Nombre d'entreprises	Part relative en %
Tous secteurs confondus	586 214	100,0
Total PME	584 624	99,7
Microentreprises	526 162	89,8
Petites entreprises	49 516	8,4
Moyennes entreprises	8 946	1,5
Grandes entreprises	1 590	0,3
Secteur primaire		
Total PME	53 584	100,0
Microentreprises	52 757	98,5
Petites entreprises	– ²	1,5
Moyennes entreprises	– ²	0,0
Grandes entreprises	– ²	0,0
Secteur secondaire		
Total PME	90 619	100,0
Microentreprises	90 149	99,5
Microentreprises	72 524	80,0
Petites entreprises	14 787	16,3
Moyennes entreprises	2 838	3,1
Grandes entreprises	470	0,5
Secteur tertiaire		
Total PME	442 010	100,0
Total PME	440 891	99,7
Microentreprises	400 881	90,7
Petites entreprises	33 941	7,7
Moyennes entreprises	6 069	1,4
Grandes entreprises	1 119	0,3

¹ résultats provisoires

² données cachées pour des raisons de protection des données

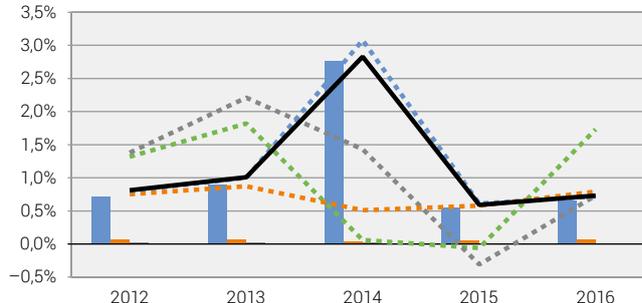
Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2018

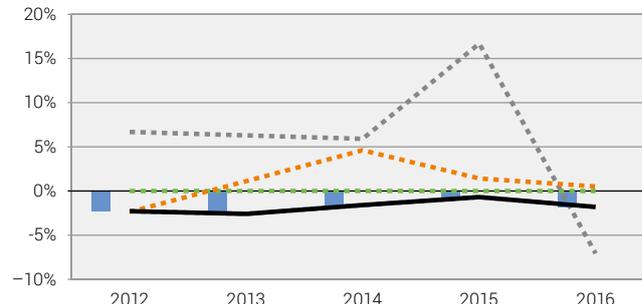
Contribution à la croissance du nombre d'entreprises marchandes selon le secteur économique et la classe de taille, de 2011 à 2016

G2

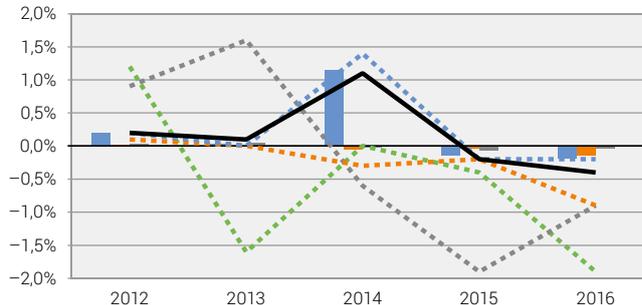
Tous secteurs confondus



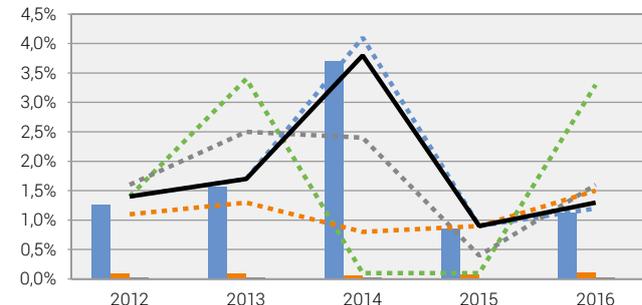
Secteur primaire



Secteur secondaire



Secteur tertiaire



— Taux de croissance de toutes les classes de tailles confondues

Contribution à la croissance

- Microentreprises
- Petites entreprises
- Moyennes entreprises
- Grandes entreprises

Taux de croissance annuel

- Microentreprises
- Petites entreprises
- Moyennes entreprises
- Grandes entreprises

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2018

Nombre d'emplois des entreprises marchandes par secteur économique et classes de taille, en 2016

T6

	2016 ¹	
	Nombre d'emplois	Part relative en %
Tous secteurs confondus	4 414 311	100,0
Total PME	2 990 710	67,8
Microentreprises	1 156 807	26,2
Petites entreprises	951 044	21,5
Moyennes entreprises	882 859	20,0
Grandes entreprises	1 423 601	32,2
Secteur primaire		
Total PME	157 542	100,0
Total PME	157 177	99,8
Microentreprises	140 806	89,4
Petites entreprises	13 103	8,3
Moyennes entreprises	3 268	2,1
Grandes entreprises	365	0,2
Secteur secondaire		
Total PME	1 083 267	100,0
Total PME	762 295	70,4
Microentreprises	188 004	17,4
Petites entreprises	294 707	27,2
Moyennes entreprises	279 584	25,8
Grandes entreprises	320 972	29,6
Secteur tertiaire		
Total PME	3 173 502	100,0
Total PME	2 071 238	65,3
Microentreprises	827 997	26,1
Petites entreprises	643 234	20,3
Moyennes entreprises	600 007	18,9
Grandes entreprises	1 102 264	34,7

¹ résultats provisoires

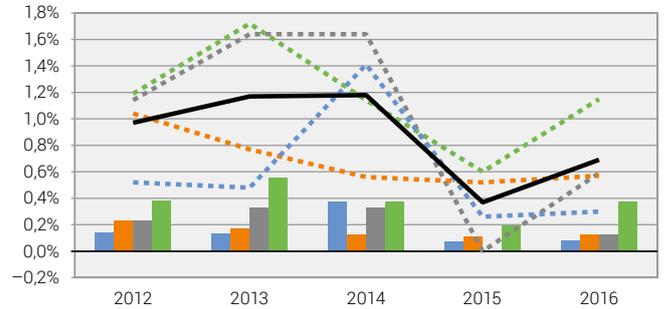
Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2018

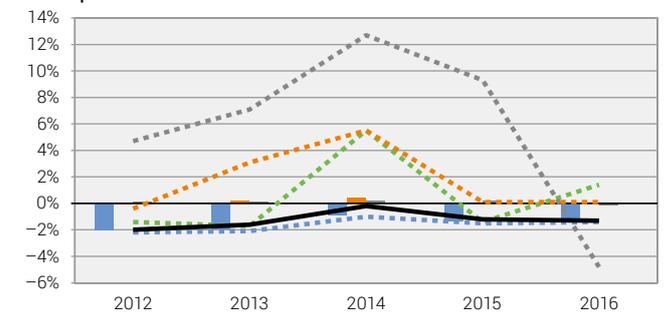
Contribution à la croissance de l'emploi selon le secteur économique et la classe de taille, de 2011 à 2016

G3

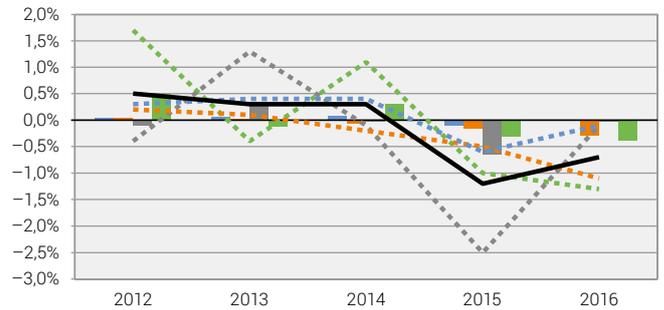
Tous secteurs confondus



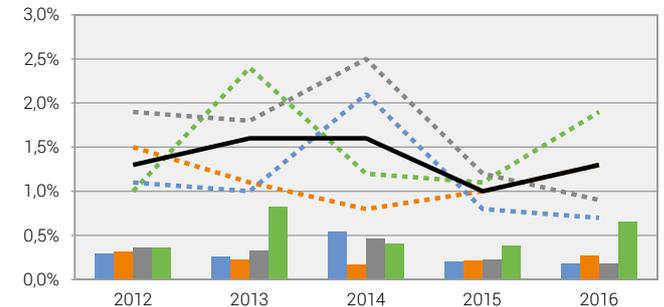
Secteur primaire



Secteur secondaire



Secteur tertiaire



— Taux de croissance de toutes les classes de tailles confondues

Contribution à la croissance

- Microentreprises
- Petites entreprises
- Moyennes entreprises
- Grandes entreprises

Taux de croissance annuel

- Microentreprises
- Petites entreprises
- Moyennes entreprises
- Grandes entreprises

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2018

Considérons à présent les emplois (graphique G3). On note que pour l'ensemble de l'économie marchande, l'évolution est toujours positive sur la période considérée avec un important ralentissement de la croissance en 2015. Ce tassement de la croissance globale de l'emploi est largement influencé par l'évolution négative des emplois des moyennes (-2,5%) et grandes (-1,0%) entreprises du secteur secondaire. De plus, il est visible dans toutes les classes de taille du secteur tertiaire qui, à l'exception des petites entreprises, observent un ralentissement de la croissance cette année-là. En 2016, l'emploi diminue moins rapidement dans le secteur secondaire sous l'impulsion des micros et des moyennes entreprises, alors que dans le secteur tertiaire, on observe une évolution positive du nombre d'emploi (+1,3%) imputable aux grandes (+1,9%) et aux petites (+1,3%) entreprises. Celles-ci contribuent à l'accélération de la croissance de l'emploi total qui passe de 0,4% en 2015 à 0,7% en 2016. Il convient enfin de noter que l'évolution observée pour l'emploi des grandes entreprises du secteur tertiaire permet – à elle seule – de compenser les variations négatives dans les autres secteurs. Les grandes entreprises contribuent ainsi à plus de la moitié de la croissance des emplois totaux en 2016.

4 PME selon l'activité économique

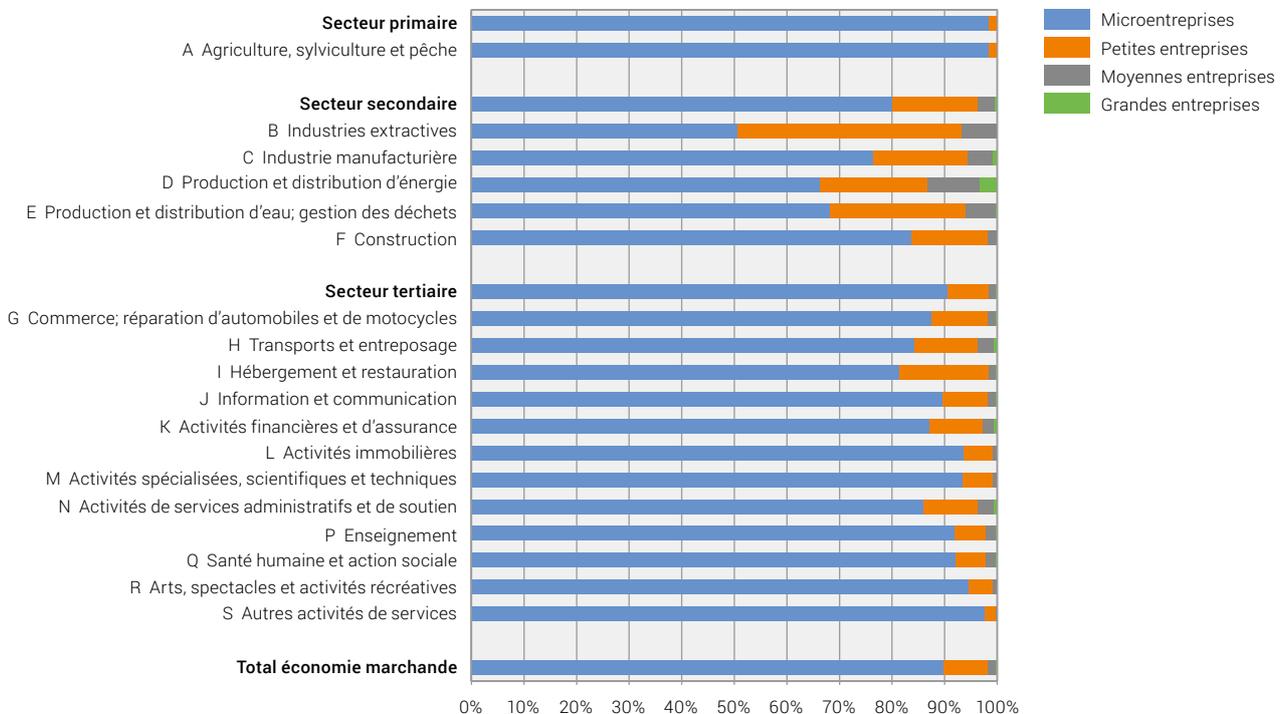
Après avoir analysé la contribution à la croissance des PME dans les différents secteurs économiques, nous proposons dans ce chapitre de pousser l'analyse à un niveau plus fin. Dans un premier temps, nous dressons le portrait des PME au sein des branches d'activités économiques¹. Nous examinons en particulier la structure de certaines activités économiques en termes de tailles d'entreprises. Dans un deuxième temps, nous revenons sur l'analyse longitudinale réalisée dans le chapitre précédent et nous nous concentrons sur quelques activités économiques du secteur secondaire parmi les plus impactées par les tendances baissières de l'emploi observées en 2015 et 2016. Le but de cette analyse approfondie est de décomposer les facteurs ayant conduit à une variation de l'emploi en analysant un groupe réduit de branches.

4.1 Analyse de la répartition des PME dans les branches économiques en 2016

Il ressort du graphique G4 que les PME sont présentes dans toutes les branches économiques. Si les microentreprises constituent toujours la majorité, elles dominent surtout dans le secteur primaire. Dans plusieurs domaines du secteur secondaire, tels que les «industries extractives», la «production et la distribution d'énergie», il y proportionnellement nettement moins de microentreprises que dans le secteur primaire ou le tertiaire. Les petites et moyennes entreprises sont en revanche plus représentées dans le secteur industriel que dans le primaire ou le tertiaire. Au vu de ce qui précède, il n'est pas étonnant non plus de trouver davantage de grandes entreprises dans le secteur secondaire.

Répartition des entreprises par classes de taille dans les branches économiques, en 2016

G4



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

¹ La liste des activités économiques est donnée par la Nomenclature générale des activités économiques, NOGA 2008. Une vue complète des positions et sous positions NOGA est fournie en annexe.

Le graphique G5 présente la répartition des emplois par classe de taille et par branche économique. On y découvre des différences importantes du poids des PME entre les branches économiques. Certaines branches présentent des proportions d'emplois élevées dans les grandes entreprises. C'est le cas en particulier des branches «Production et distribution d'énergie», «Transports et entreposage», «Activités financières et d'assurance» ou «Santé humaine et action sociale». À l'inverse, d'autres branches affichent des parts élevées d'emplois dans les PME. C'est le cas par exemple des branches «Agriculture, sylviculture et pêche», «Hébergement et restauration», «Construction», «Activités immobilières», «Arts, spectacles et activités récréatives», ainsi que «Activités spécialisées, scientifiques et techniques».

Les branches «Industries extractives», «Production et distribution d'eau, gestion des déchets», «Construction», «Hébergement et restauration» et «Enseignement» se démarquent avec des parts relativement élevées d'emplois dans les petites et les moyennes entreprises.

Certaines branches présentent des répartitions d'emploi relativement différentes de la moyenne de leur secteur économique. Nous pouvons notamment mentionner :

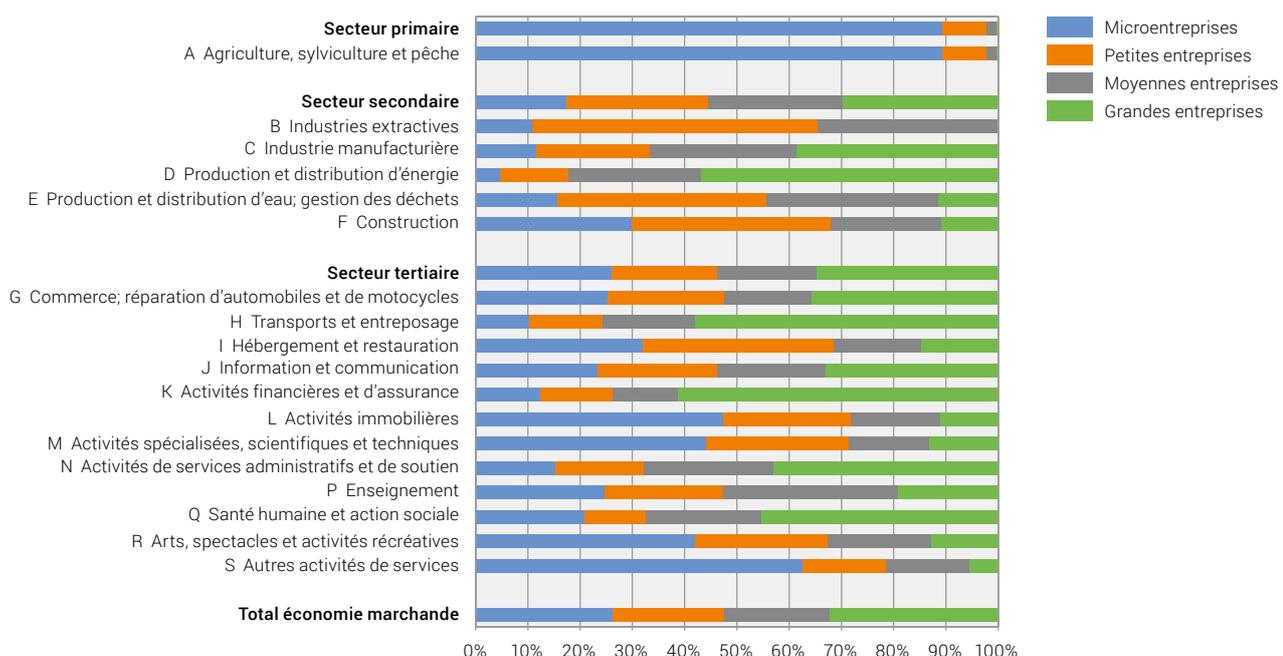
- la branche «Santé humaine et action sociale», qui compte plus de 45% de ses emplois au sein de grandes entreprises contre seulement 34,7% pour l'ensemble du secteur tertiaire. Cette caractéristique vient du fait que plus de la moitié des emplois dans les «Activités pour la santé humaine», qui représentent env. 69% du total de la branche, se trouve dans les grandes entreprises alors que près d'un tiers de l'emploi se trouve dans des microstructures. Une analyse plus fine des

«Activités pour la santé humaine» montre que les activités hospitalières concentrent leurs emplois surtout dans les grandes entreprises;

- la branche «Autres activités de services», qui comporte plus de 60% des emplois dans les microentreprises, contre 26,2% pour l'ensemble du secteur tertiaire. Cette concentration élevée dans les microentreprises provient principalement de l'activité économique «Autres services personnels» qui compte une présence importante de microentreprises actives notamment dans le domaine de la coiffure, des instituts de beauté ou des activités visant au bien-être physique;
- la branche «Arts, spectacles et activités récréatives», regroupe plus du tiers de ses emplois dans des microentreprises. Une analyse montre que les emplois du domaine des arts du spectacle vivant sont ceux qui se concentrent le plus dans les microentreprises et qui génèrent ce type de répartition au sein de la branche;
- dans la branche «Transports et entreposage», la part d'emplois dans les microentreprises (10,2%) est nettement inférieure à la moyenne du secteur tertiaire dans son ensemble (26,1%). Dans cette branche, la part des emplois dans les grandes entreprises atteint 58% du total. Une analyse plus approfondie de cette branche donne deux profils très différents au niveau des emplois. Le premier profil-type se trouve dans les «Activités de poste et de courrier» et les «Transports aériens» qui concentrent respectivement 92,9% et 79,5% des emplois dans des grandes entreprises. Le second profil-type englobe notamment les «Transports terrestres et transports par conduite», qui concentrent la majorité de leurs emplois dans les PME avec respectivement 55,5% et 54,9%.

Répartition des emplois par classes de taille dans les branches économiques, en 2016

G5



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2018

4.2 Zoom sur la période 2015–2016

Après avoir analysé la structure des activités économique, nous analysons ci-dessous une sélection d'activités économiques qui ont connu une évolution singulière de l'emploi à partir de 2015. Comme cette période a été caractérisée par l'abandon par la BNS du taux plancher du franc², l'évolution sur la période 2015–2016³ a fait l'objet de différentes recherches⁴. Ces dernières ont généralement un caractère économétrique afin de prendre en compte les multiples facteurs qui peuvent influencer le marché du travail ou le comportement des entreprises. L'analyse proposée ici est différente dans la mesure où elle ne veut pas établir des liens de causalité. Il s'agit plutôt d'identifier les éléments statistiques qui peuvent être dissociés afin de mieux comprendre une évolution donnée. La variable d'observation est uniquement l'emploi. Il est donc important de préciser les caractéristiques de la démarche proposée. Celle-ci se fait avec les deux «bornes» suivantes :

1. l'examen porte uniquement sur les unités qui ont été actives en Suisse sans interruption sur l'ensemble de la période 2011 à 2016. En d'autres termes, le périmètre des entreprises observées reste stable. Il n'inclut donc pas les variations d'emploi provenant d'événements démographiques tels que les naissances et les disparitions d'entreprises;
2. les entreprises qui changent d'activité sont exclues du champ d'analyse. En effet, ces changements d'emplois ne sont pas liés à des facteurs conjoncturels, mais à une évolution de la nature même de l'activité de l'entreprise. Si on tenait compte de ces unités, on aurait des changements d'ordre structurel. Or, ces derniers ne sont pas pertinents pour le cadre temporel choisi ici.

Ainsi l'analyse porte sur les activités économiques pour lesquelles seules les unités présentes sur toute la période 2011 à 2016 sont considérées, et dont le taux de croissance de l'emploi en 2015 et en 2016 est inférieur à chaque taux de croissance des années antérieures (i. e. 2012, 2013 et 2014). Il est important de préciser ici que ceci ne signifie pas que le taux de croissance doit être négatif pour qu'une branche soit identifiée à ce stade.

Pour apparaître dans le tableau ci-après, il suffit que le dynamisme de la croissance de l'emploi pour une branche en 2015, resp. en 2016, soit plus bas que pour les années 2012, 2013 et 2014. Sur cette base, il est possible de dresser le portrait suivant de la situation : comme le montre le tableau T 7, 31 branches avaient en 2015 et en 2016 un taux d'évolution de l'emploi inférieur à celui des années précédentes. La dernière colonne à droite indique la part de ces emplois dans le total de l'emploi de chaque branche. Comme on peut le voir, l'emploi de ces unités est compris dans une fourchette allant de 54,3% à 99,8% de l'emploi total de chaque branche. Les emplois de ces branches représentaient en 2016 près de 50% de l'emploi total de la population d'entreprises considérées entre les deux bornes susmentionnées.

Les emplois de la population des entreprises considérées dans cette analyse représentent 78,2% de l'emploi total de l'économie marchande (cf. dernière colonne à droite du tableau T 7). En d'autres termes, les 21,8% des emplois restant ont soit changé d'activité (changement de code NOGA) soit ont disparu/ont été créés durant la période 2011–2016. Le secteur secondaire est moins touché par ces deux phénomènes, vu que les emplois des unités de ce secteur pris en compte ici représentent 86,1% du total de l'emploi du secteur secondaire.

Le cadre de la présente analyse ne permet pas d'examiner chacune de ces branches d'activité. Par contre, nous proposons ci-dessous d'examiner les branches pour lesquelles l'emploi indiqué dans la colonne de droite du tableau T 7 représente une part importante de l'emploi total de la branche et montre un recul significatif en 2015 et 2016 par rapport aux périodes précédentes. Ceci permet de nous focaliser uniquement sur les branches où la pertinence de cette analyse est particulièrement élevée. Sur la base de ce critère, quatre branches peuvent être identifiées, à savoir :

- La fabrication de textiles (NOGA 13);
- La fabrication de produits métalliques (NOGA 25);
- La fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (NOGA 26);
- Le commerce de détail (NOGA 47).

² En janvier 2015, la Banque nationale suisse décida l'abolition du taux plancher EUR/CHF, ce qui a engendré une appréciation soudaine du franc suisse.

³ Entre décembre 2014 et janvier 2015 le cours mensuel moyen de l'euro à l'achat passe de Fr. 1.20 à 1.10 et finit en décembre 2015 à Fr. 1.08 en décembre 2016 il est de Fr. 1.07. En mars 2018 le cours mensuel moyen de l'euro à l'achat remonte à Fr. 1.17.

⁴ voir par exemple à ce sujet :
 Egger, P., Schwarzer, J., & Shingal, A. (21. Septembre 2017). *Labour market effects of currency appreciation: The case of*. SECO Strukturberichterstattung Nr. 56/5.
 Kaiser, B., Wörter, M., Siegenthaler, M., & Spescha, A. (12. Septembre 2017). *The Impact of Real Exchange Rates on Swiss Firms: Innovation, Investment*. SECO Strukturberichterstattung Nr.56/6, S. 91.
 Fueglistaller, U., Fust, A., & Brunner, C. (2018). *Schweizer KMU. Eine Analyse der aktuellsten Zahlen – Ausgabe 2018*. Universität St.Gallen Schweizerisches Institut für Klein- und Mittelunternehmen.

Évolution du nombre d'emplois des activités économiques identifiées, de 2011 à 2016

T7

Branches d'activité économiques (NOGA)	Variation en %					Emplois 2016 ^{1,2}	Part relative en % ³
	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 ¹		
Total population considérée	1,6	0,4	1,1	0,1	0,0	3 452 557	78,2
Total population considérée dans le secteur secondaire	1,4	1,0	0,8	-1,0	-0,9	933 172	86,1
Total population considérée dans le secteur tertiaire	1,7	0,1	1,2	0,5	0,4	2 425 390	76,4
Total des branches identifiées	1,0	1,7	1,2	-0,2	-0,5	1 677 772	78,2
02 Sylviculture et exploitation forestière	2,9	0,9	-0,6	-2,9	-3,0	2 206	74,4
10 Industries alimentaires	1,5	1,8	2,5	0,3	-0,3	73 660	81,5
12 Fabrication de produits à base de tabac	-1,9	-2,5	-2,7	-4,8	-5,1	2 105	99,8
13 Fabrication de textiles	-2,4	-2,0	-0,2	-4,4	-3,7	6 659	89,0
15 Industrie du cuir et de la chaussure	1,0	-1,7	-2,4	-3,3	-3,2	1 608	83,8
16 Travail du bois et fabrication d'articles en bois	1,0	0,4	0,5	-1,3	-1,0	33 664	83,1
21 Industrie pharmaceutique	7,7	3,3	3,0	2,6	0,2	42 339	93,3
23 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	1,5	0,1	0,1	-1,1	-1,4	17 502	93,4
24 Métallurgie	-1,1	-0,9	-0,5	-4,0	-2,9	10 526	86,2
25 Fabrication de produits métalliques	0,2	-0,1	0,7	-2,5	-1,4	72 466	86,8
26 Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	3,3	1,7	2,0	-2,0	-2,3	103 433	95,6
31 Fabrication de meubles	2,0	-1,1	-1,1	-1,8	-1,3	9 470	90,7
32 Autres industries manufacturières	3,3	0,3	2,6	-0,5	0,1	21 055	83,2
36 Captage, traitement et distribution d'eau	1,8	2,3	1,2	-0,2	-3,1	1 114	69,6
41 Construction de bâtiments	3,0	2,9	-0,7	-1,5	-1,9	74 534	83,3
42 Génie civil	3,7	2,3	2,5	0,1	0,2	18 015	90,3
43 Travaux de construction spécialisés	2,7	2,1	1,0	0,2	-0,1	190 193	80,0
46 Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	0,8	2,2	0,3	-1,0	-0,8	188 111	81,5
47 Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	0,2	0,7	1,4	0,1	-1,0	250 379	72,5
55 Hébergement	0,3	1,3	0,5	-0,6	-1,9	57 126	76,7
56 Restauration	1,6	0,9	1,1	-0,4	-0,1	106 728	63,8
62 Programmation, conseil et autres activités informatiques	4,0	3,4	2,6	2,3	2,2	67 698	75,7
71 Activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyses techniques	3,4	2,8	2,0	0,8	0,6	99 978	79,3
74 Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	1,0	0,7	0,7	-0,6	-0,6	18 645	54,3
75 Activités vétérinaires	3,4	2,8	2,7	0,5	2,0	3 927	72,7
77 Activités de location et location-bail	3,8	2,9	2,8	1,5	1,5	6 767	70,8
82 Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	2,1	2,1	-0,3	-2,5	-0,8	14 951	73,3
85 Enseignement	1,5	2,7	1,6	1,0	0,5	86 670	79,4
93 Activités sportives, récréatives et de loisirs	4,8	4,5	3,7	2,7	2,2	32 209	72,8
94 Activités des organisations associatives	2,6	2,9	2,7	1,4	1,2	19 725	84,1
96 Autres services personnels	1,0	0,4	0,4	0,1	-0,1	44 309	65,6

¹ résultats provisoires² emploi de la population des entreprises considérées dans le cadre de cette analyse uniquement³ part relative de l'emploi des entreprises considérées de la branche dans l'emploi total de la branche (économie marchande)

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2018

Le tableau T8 ci-dessous montre l'évolution de l'emploi pour ces quatre branches. Il indique d'abord la dynamique pour les 5 années considérées, puis le nombre absolu des emplois des unités prises en compte dans cet exercice.

L'industrie du textile et de l'habillement semble observer une décroissance de l'emploi particulièrement marquée à partir de 2015. En effet, la «Fabrication de textile» (NOGA 13) recule de 4,4% en 2015 et le «Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé» (NOGA 4771) de 1,5%. Ces évolutions se confirment en 2016. La branche 47 ne ressort dans cette analyse que pour la partie «Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé». Bien qu'elle ait évolué en 2015 et 2016 à un rythme inférieur aux 3 années précédentes, il s'avère qu'une part importante de la variation est due à des changements structurels ou des événements démographiques.

Les tableaux T7 et T8 présentent la situation essentiellement en taux d'évolution. Le tableau T9 ci-après se concentre sur les niveaux absolus de l'emploi et distingue l'emploi total de l'emploi des seules PME pour les années 2014 et 2015, année à partir de laquelle l'emploi perd en dynamisme. L'analyse proposée ici va un pas plus loin en distinguant deux sources permettant d'expliquer les variations, à savoir:

- la variation de l'emploi qui est propre à chaque PME; cette évolution est appelée ici «variation organique»;

- la variation de l'emploi qui est dû aux changements de taille des entreprises. Lorsqu'on est proche du seuil de 250 emplois, tout changement de l'emploi peut faire basculer une unité soit dans la classe des grandes entreprises, soit dans la classe des PME. Cette source de variation est appelée «variation par changement de statut» et se trouve dans la partie droite du tableau T9.

Nous pouvons ainsi, *in fine*, décomposer la variation de l'emploi dans les branches sélectionnées et définir si les variations en 2015 sont dues davantage à un effet organique de l'emploi des PME (solde des variations positives et négatives des PME) ou imputables aux changements de statut (p. ex. baisse de l'emploi des PME, car des entreprises classées dans cette catégorie ont franchis le seuil de 250 emplois).

Par exemple, pour obtenir le solde négatif de –760 emplois dans les PME de la NOGA 26 «Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques», nous devons additionner le solde de la variation organique (1384-2380 = –996) avec le solde de la variation par changement de statut (916-680 = 236).

Évolution du nombre d'emplois dans une sélection d'activités économiques, de 2011 à 2016

T8

Code NOGA et description	Variation en %					Emplois 2016 ^{1,2}	Part relative en % ³
	2011–2012	2012–2013	2013–2014	2014–2015	2015–2016 ¹		
13 Fabrication de textiles	-2,4	-2,0	-0,2	-4,4	-3,7	6 659	89,0
12 Fabrication de produits métalliques	0,2	-0,1	0,7	-2,5	-1,4	72 466	86,8
<i>dont:</i>							
2562 Usinage	0,4	0,3	0,9	-2,2	-1,8	26 157	83,8
2511 Fabrication de structures métalliques	1,9	1,6	1,4	-2,9	-0,7	9 579	81,5
2573 Fabrication d'outillage	1,3	0,4	2,1	-3,5	-0,2	7 750	96,9
2561 Traitement et revêtement des métaux	-0,5	0,1	-1,2	-3,3	-2,9	7 010	91,3
25 Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	3,3	1,7	2,0	-2,0	-2,3	103 433	95,6
<i>dont:</i>							
2652 Horlogerie	6,2	3,0	3,5	-2,3	-4,0	49 736	97,0
2611 Fabrication de composants électroniques	0,5	-0,9	-1,5	-2,6	-1,8	20 907	95,1
2651 Fabrication d'instruments et d'appareils de mesure, d'essai et de navigation	1,0	1,1	0,6	-2,7	-0,7	14 148	94,2
47 Commerce de détail	0,2	0,7	1,4	0,1	-1,0	250 379	72,5
<i>dont:</i>							
4711 Commerce de détail en mag. non spécialisé à prédominance alim.	0,3	1,7	0,1	0,8	1,4	65 628	58,1
4771 Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	-0,4	0,9	1,5	-1,5	-2,3	24 499	84,3

¹ résultats provisoires

² pour la population des entreprises considérées dans le cadre de cette analyse uniquement

³ part relative de l'emploi des entreprises considérées de la branche dans l'emploi total de la branche (économie marchande)

Le tableau T9 permet de voir que

- la majorité de la variation des emplois dans la NOGA 13 «Fabrication de textiles» provient des PME. Il s'agit ici uniquement de variations organiques de l'emploi. Dans cette branche, la majorité de l'emploi est au sein des PME. Cependant aucune unité n'a changé de classe de taille (pas de passage de PME à grande ou inversement);
- dans la NOGA 25 «Fabrication de produits métalliques», on recense une baisse de l'emploi au sein des PME (–895) qui correspond à près de la moitié de la variation absolue de l'emploi de l'ensemble de la branche (–1894). Toutefois, une lecture plus fine montre, grâce à la décomposition de la variation, que le solde de la variation organique de l'emploi PME (2355-3981 = –1626) est corrigé par l'arrivée de 731 emplois en provenance d'entreprises qui sont passées de grandes à PME entre 2014 et 2015. Les PME ont donc supprimé plus d'emplois de la branche que ce que suggère une analyse plus superficielle;
- la NOGA 26 «Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques» enregistre une baisse importante de l'emploi en valeur absolue (–2189 emplois en 2015). Cette baisse est à imputer pour un tiers environ aux PME et à leur solde négatif en termes de variations organiques. Une analyse plus fine indique que l'«horlogerie» (NOGA 2652) a concentré plus de la moitié de la baisse de l'emploi avec une réduction 1238 emplois en 2015. Il convient encore de noter que l'horlogerie compte seulement 30,9% d'emplois au sein des PME. Malgré cela, ce sont principalement ces dernières qui subissent la baisse de l'emploi;
- la NOGA 47 «Commerce de détail» est celle qui regroupe le plus d'emploi en 2016. À priori, l'évolution de l'emploi dans la branche reste légèrement positive en 2015 (+195 emplois). À première vue, cela est également valable pour les PME (+369 emplois), ce qui tend à indiquer une contribution positive des PME. Toutefois, l'analyse de la décomposition de la variation donne une autre image, plus sombre pour les PME.

Décomposition de la variation de l'emploi pour une sélection d'activités économiques, de 2014 à 2015

T9

NOGA	Emplois total des entreprises marchandes ¹			Emplois des PME ¹						
	2014	2015	Variation totale 14 / 15	2014	2015	Variation PME 14 / 15	Croissance organique de l'emploi PME	Recul organique de l'emploi PME	Diminution de l'emploi PME suite au changement de statut de PME à grande entreprise	Augmentation de l'emploi PME suite au changement de statut de grande entreprise à PME
13 Fabrication de textiles	7 228	6 912	–316	6 218	5 939	–279	108	–387	–	–
12 Fabrication de produits métalliques	75 412	73 518	–1 894	65 148	64 253	–895	2 355	–3 981	–	731
<i>dont:</i>										
2562 Usinage	27 240	26 630	–610	26 547	25 912	–635	1 026	–1 661	–	–
2511 Fabrication de structures métalliques	9 933	9 650	–283	8 822	9 058	236	398	–644	–	482
2573 Fabrication d'outillage	8 046	7 763	–283	6 847	6 664	–183	161	–344	–	–
2561 Traitement et revêtement des métaux	7 465	7 216	–249	7 143	6 910	–233	196	–429	–	–
25 Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	108 007	105 818	–2 189	41 138	40 378	–760	1 384	–2 380	680	916
<i>dont:</i>										
2652 Horlogerie	53 035	51 797	–1 238	16 680	15 981	–699	414	–1 067	483	437
2611 Fabrication de composants électroniques	21 849	21 287	–562	7 764	7 723	–41	320	–361	–	–
2651 Fabrication d'instruments et d'appareils de mesure, d'essai et de navigation	14 646	14 250	–396	7 012	6 862	–150	230	–380	–	–
47 Commerce de détail	252 597	252 792	195	130 228	130 597	369	7 626	–8 198	244	1 185
<i>dont:</i>										
4711 Commerce de détail en mag. non spécialisé à prédominance alim.	64 218	64 704	486	8 591	8 668	77	534	–501	–	44
4771 Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	25 440	25 069	–371	13 788	13 531	–257	659	–1 128	–	212

¹ pour la population des entreprises considérées dans le cadre de cette analyse uniquement

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2018

Cela s'explique, d'une part par l'évolution organique de l'emploi des PME (solde négatif de -572 emplois) et d'autre part par les changements de statut. Ces derniers indiquent que les entreprises qui baissent leur niveau d'emploi et qui deviennent des PME comptent largement plus d'emploi (1185 emplois) que les PME qui deviennent des grandes entreprises via une hausse du niveau d'emploi (241 emplois).

En conclusion, cette analyse montre qu'il est difficile d'analyser l'évolution des PME par branche économique sans tenir compte des principales sources de variations (structurelles, organiques, changement de statut) présentées plus haut. Cette analyse plus fine permet comprendre comment la structure des PME au sein des branches d'activités économiques peut être modifiée selon que la variation est organique ou qu'elle est due à des changements de statut.

5 PME dans les régions et les cantons

Une analyse de la situation des PME en Suisse ne saurait être complète sans une description des aspects régionaux. Il s'agit, d'une part, d'identifier les centres qui comptent les plus fortes concentrations de PME et, d'autre part, de déterminer quels types de PME jouent un rôle important pour l'emploi dans les différentes catégories de régions.¹ À cet effet, on commencera par étudier la situation des PME au niveau des grandes régions, avant de passer à l'échelon cantonal.

En 2016, le Tessin, la Suisse centrale, la Suisse orientale et l'Espace Mittelland présentent une situation semblable, avec des parts relatives de PME particulièrement élevées (99,8%) par rapport au total des entreprises marchandes. Avec des différences très minimes, on trouve ensuite la Région lémanique et la Suisse du Nord-Ouest (99,7%) et enfin la grande région de Zurich (99,6%). Les écarts entre les grandes régions sont donc faibles.

Le graphique G6 présente la distribution des entreprises par classe de taille. On constate que toutes les régions comptent environ 90% de microentreprises. Le Tessin arrive en tête avec 91,7% de microentreprises, devant la Région lémanique (90,2%), elle-même suivie de près par la Suisse centrale (90,0%), la Suisse orientale (89,6%), l'Espace Mittelland (89,5%), la Suisse du Nord-Ouest (89,4%) et Zurich (89,1%).

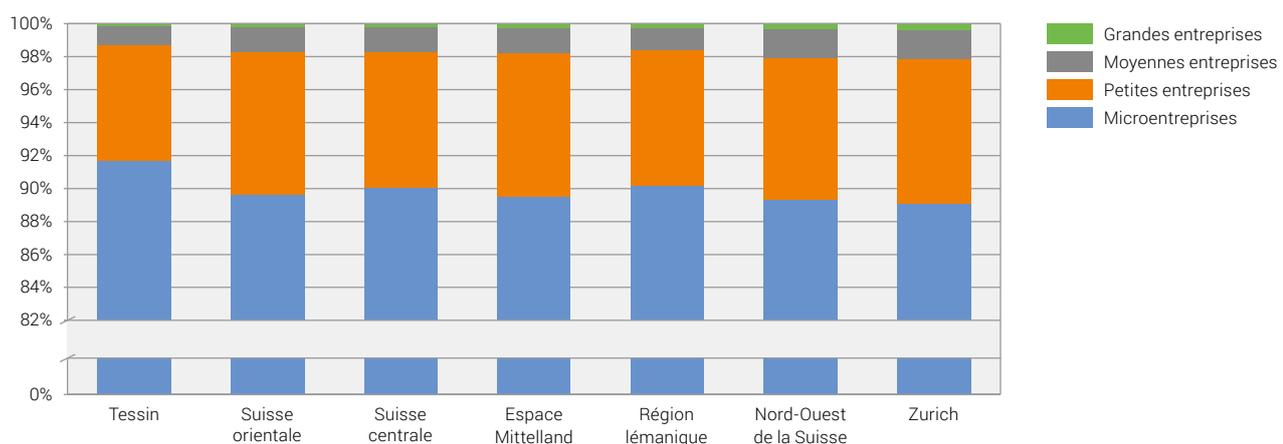
Les petites entreprises et les moyennes entreprises sont proportionnellement les plus nombreuses dans la grande région de Zurich (parts relatives de 8,8%, resp. 1,7%). L'Espace Mittelland et la Suisse orientale (8,7% et 1,5%) affichent des parts légèrement plus faibles dans le cas des petites et moyennes entreprises.

Après avoir examiné la situation dans les grandes régions, nous passons ci-dessous à l'échelon cantonal.

Sans surprise, la part des PME est très forte dans tous les cantons, et ce de façon relativement homogène. Les PME représentent entre 99,4% (Bâle-Ville) et 100% (Appenzell Rhodes-Intérieures) du total des entreprises suisses. Comme illustré dans le graphique G7, la répartition entre les classes de taille varie faiblement entre les cantons, qu'ils soient urbains ou ruraux. Ainsi, la part oscille entre 88,9% et 93% pour les microentreprises, entre 5,8% et 9,2% pour les petites entreprises et entre 1% et 1,9% pour les moyennes entreprises. Le reste, soit les grandes entreprises, représente entre 0,1% et 0,6% du total.

Structure des entreprises par classes de taille dans les grandes régions, en 2016

G6



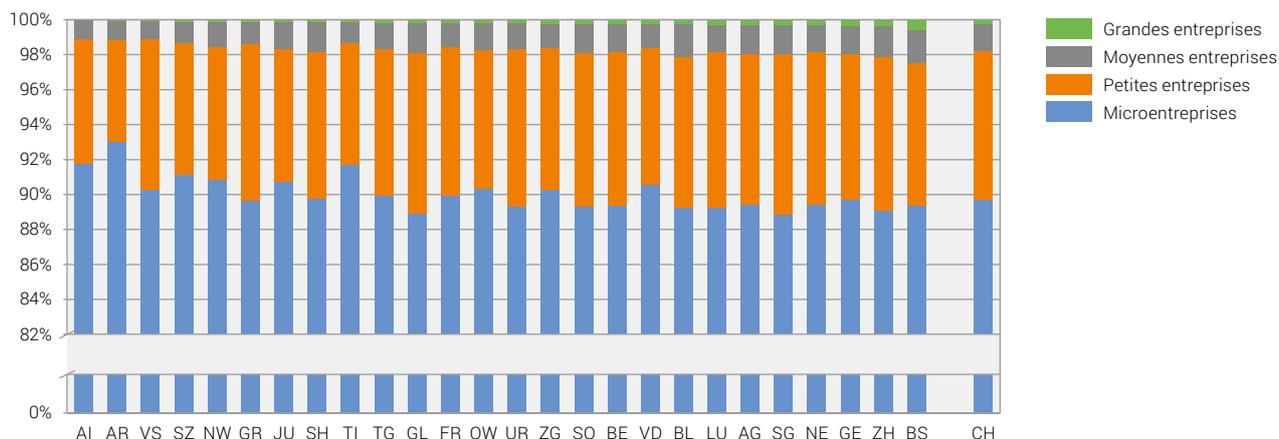
Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2018

¹ Par convention, la domiciliation des PME est située au lieu de résidence du siège administratif de l'entreprise. En d'autres termes, la région ou le canton qui accueille le siège d'une PME reçoit tous les emplois de celle-ci, indépendamment du lieu de travail effectif des personnes qu'elle emploie.

Répartition des entreprises par classes de taille dans les cantons, en 2016

G7

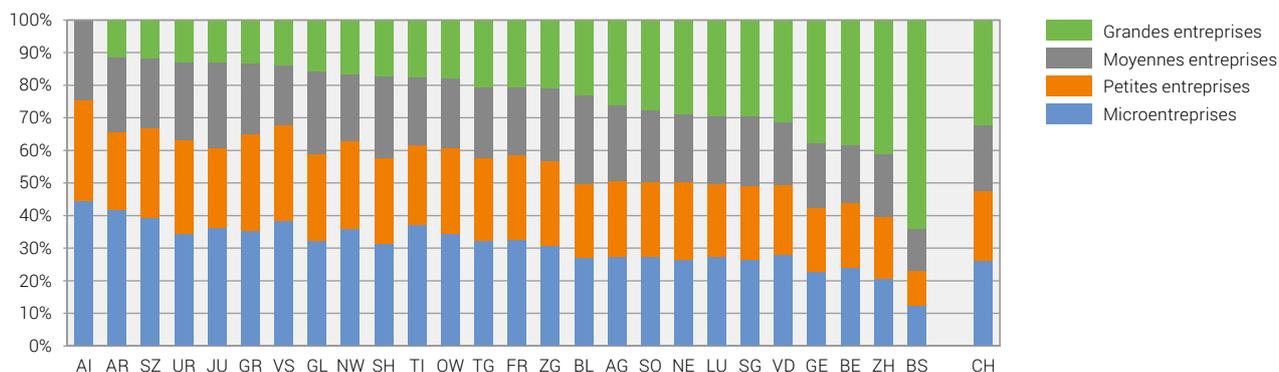


Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2018

Répartition des emplois par classes de taille dans les cantons, en 2016

G8



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2018

La situation est plus contrastée au niveau des emplois (cf. graphique G8). Les deux cantons aux extrémités du classement sont identiques à ceux observés au niveau des entreprises. Il s'agit de Bâle-Ville et d'Appenzel Rhodes-Intérieures qui ont respectivement 35,9% et 100% d'emplois dans les PME. Les similitudes entre la répartition des PME et la répartition des emplois des PME s'arrêtent là.

Les cantons à caractère plus urbains (Bâle-Ville, Zurich, Genève) ont une structure différente des cantons plus ruraux (Appenzel Rhodes-Intérieures, Appenzel Rhodes-Extérieures, Schwytz, Uri, Valais). Les premiers ont une forte proportion d'emplois dans les grandes entreprises tandis que les seconds disposent d'emplois principalement dans les micros et les petites entreprises. D'autres cantons affichent une distribution plus homogène de l'emploi entre les classes de taille. C'est notamment le cas du canton de Bâle campagne ou d'Argovie, où l'écart des parts entre les différentes classes est d'environ 4 points de pourcentage. À l'inverse, d'autres cantons observent une différence plus marquée entre les classes de taille. Ainsi, dans le canton

du Valais, 38,3% des emplois sont dans des microentreprises, 29,3% dans des petites entreprises, 18,3% dans les moyennes entreprises et 14% dans les grandes entreprises.

Au niveau de la Suisse, la part de l'emploi des PME est restée stable entre 2015 et 2016 (67,8% contre 67,9% en 2015, soit une variation -0,1 point de pourcentage). Elle a été davantage fluctuante au niveau des cantons. Ainsi, l'emploi des PME a gagné en importance dans les cantons de Nidwald (+1,6 point de pourcentage) et du Jura (+1 point de pourcentage). À l'inverse, le poids des PME s'est réduit dans les cantons d'Uri (-1,7 point de pourcent), d'Argovie (-1,2 point de pourcent) et du Valais (-1 point de pourcent).

6 PME selon la forme juridique

Une autre caractéristique qui peut être analysée est la ventilation par forme juridique. Le graphique G9 met en évidence le fait que les microentreprises sont dominantes dans toutes les formes juridiques considérées, exception faite des entreprises publiques. Les microentreprises sont particulièrement fréquentes dans les formes juridiques «Entreprises individuelles», «Sociétés de personnes» et «Sociétés à responsabilité limitée» (Sàrl).

Dans la forme juridique «Entreprises publiques», les tailles les plus fréquentes sont les petites et les moyennes entreprises. Cette taille d'entreprise est également relativement fréquente parmi les «Sociétés anonymes», les «Sociétés coopératives», les «Associations et fondations» et les «Sociétés de capitaux étrangers».

Dans l'ensemble, si l'on considère la structure des classes de taille des PME selon la forme juridique, on constate que leur répartition est plus hétérogène parmi les entreprises publiques que parmi les autres catégories de sociétés.

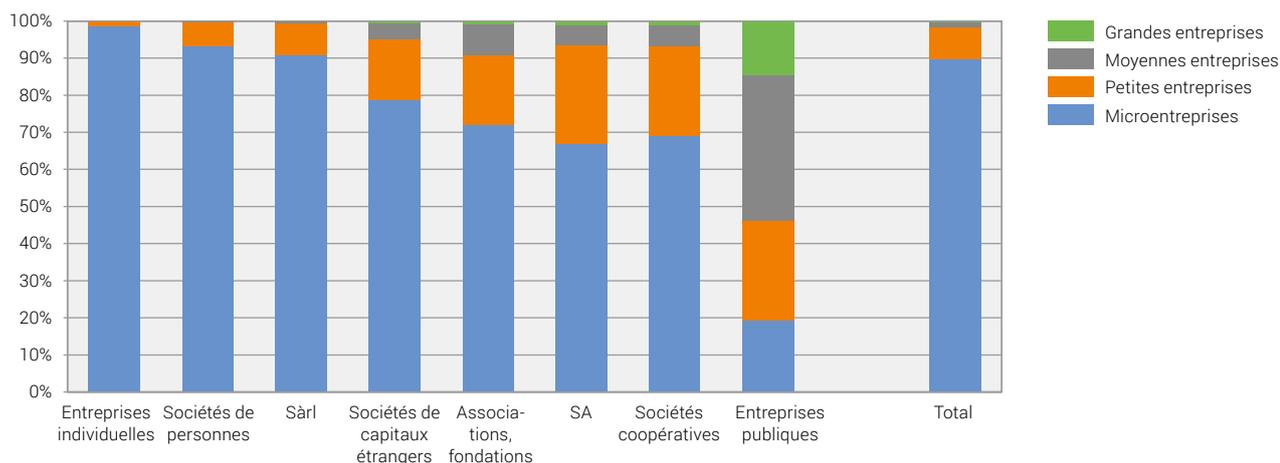
L'image est à nouveau plus nuancée si l'on étudie la répartition des emplois selon la forme juridique (graphique G10).

Là encore, ce sont les «Entreprises individuelles», les «Sociétés de personnes» et les «Sociétés à responsabilité limitée» qui concentrent le plus d'emplois dans les microentreprises. L'importance des microentreprises se réduit toutefois sensiblement dans les autres formes juridiques, leur part dans l'emploi total n'atteignant que des pourcentages relativement faibles.

À l'opposé, les parts dans l'emploi des petites et moyennes entreprises sont nettement supérieures à celles des microentreprises dans le cas des «Associations, fondations», des «Sociétés de capitaux étrangers» et des «Sociétés anonymes». On note finalement que les formes juridiques «Sociétés coopératives» et «Entreprises publiques» emploient des personnes essentiellement dans des grandes structures. Ceci a une influence relativement modeste sur la structure globale des PME dans l'économie dans la mesure où le poids de ces formes juridiques est relativement faible, tant en termes d'unités que d'emplois.

Répartition des entreprises par classes de taille dans les formes juridiques, en 2016

G9

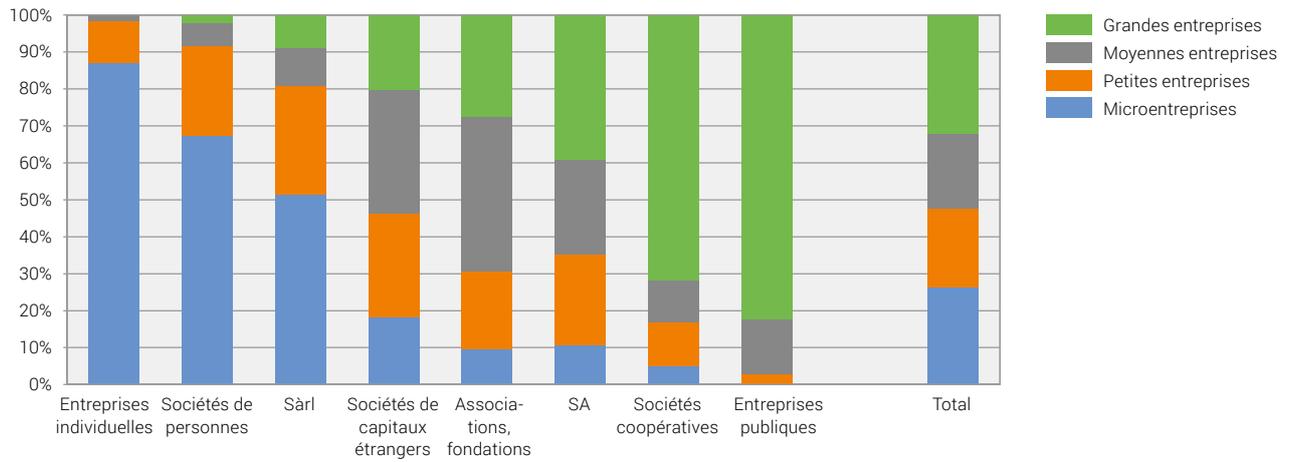


Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2018

Répartition des emplois par classes de taille dans les formes juridiques, en 2016

G 10



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2018

7 PME en tant que filiale d'un groupe d'entreprise étranger

L'OFS a publié pour la première fois en 2017 une statistique structurelle sur les filiales et les emplois des multinationales étrangères (STAFEME). Nous proposons dans ce chapitre une analyse comparative de la structure des PME selon que la maison-mère a son siège en Suisse ou à l'étranger. Pour des raisons de disponibilité des données de la STAFEME, l'analyse porte sur l'année de référence 2015¹. Il convient de préciser ici que nous utilisons la STAFEME uniquement pour identifier les entreprises PME appartenant à un groupe d'entreprise étranger².

En 2015, 1,2% des PME suisses (7253 unités) appartient à un groupe d'entreprise dont le siège est à l'étranger. Toutefois, ces unités ont un poids relativement plus important en termes d'emploi. Elles représentent ainsi près de 6,6% des emplois des PME en Suisse (197 146 emplois).

Ci-dessous, le graphique G11 isole les entreprises appartenant à un groupe étranger et donnent les parts relatives des entreprises et des emplois par classes de taille.

En moyenne les PME sous contrôle étranger sont de plus grande taille que les PME sous contrôle suisse. Ainsi, la part des microentreprises (50,9%) est nettement inférieure dans les filiales étrangères que dans les entreprises suisses (90,3%). Les petites

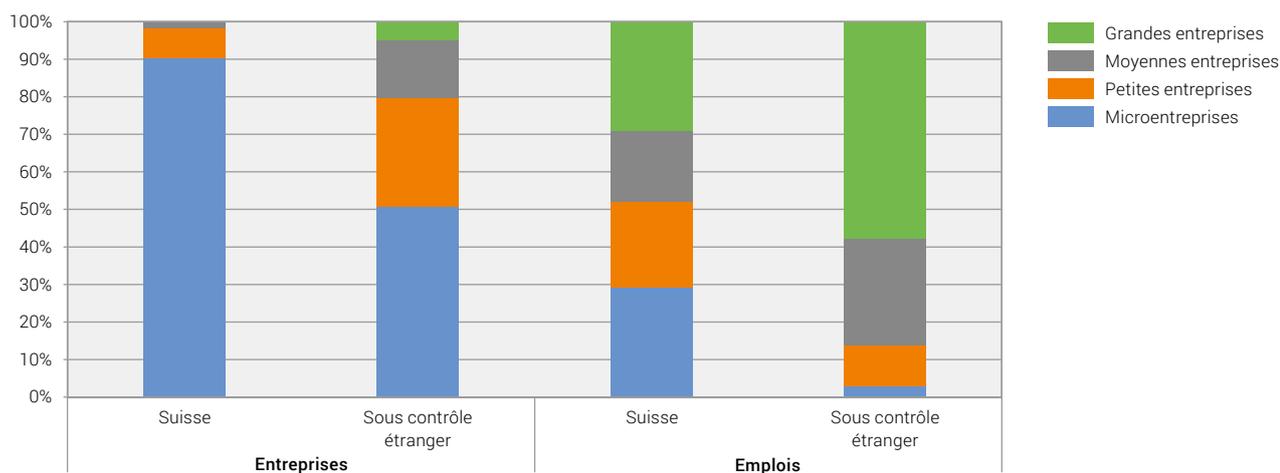
et les moyennes entreprises sont davantage représentées, avec respectivement 28,8% et 15,5% lorsqu'elles sont sous contrôle étranger, contre 8,2% et 1,3% lorsqu'elles sont contrôlées en Suisse.

La concentration vers des entreprises de plus grande taille est encore plus marquée lorsqu'on considère les emplois. En effet, les PME sous contrôle étranger regroupent moins de la moitié (42,2%) du total des emplois des filiales étrangères alors que la part de l'emploi total des PME (suisse et étrangères) dans l'emploi total de l'économie marchande dépasse les deux tiers. Si – au niveau suisse – la répartition de l'emploi est relativement homogène entre les classes de taille, on observe une nette polarisation de l'emploi dans les entreprises de grande et moyenne taille lorsque le contrôle est étranger.

La répartition des PME suisses appartenant à un groupe d'entreprise étranger est également différente selon l'activité économique. Dans le graphique G12 ci-après, l'axe vertical indique la part relative des emplois des PME sous contrôle étranger et l'axe horizontal donne le poids relatif des sections économiques dans le total des emplois des PME suisses.

Répartition des entreprises et des emplois par classes de taille selon le contrôle, en 2015

G11



Sources: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT); Statistique sur les filiales et les emplois des multinationales étrangères (STAFEME)

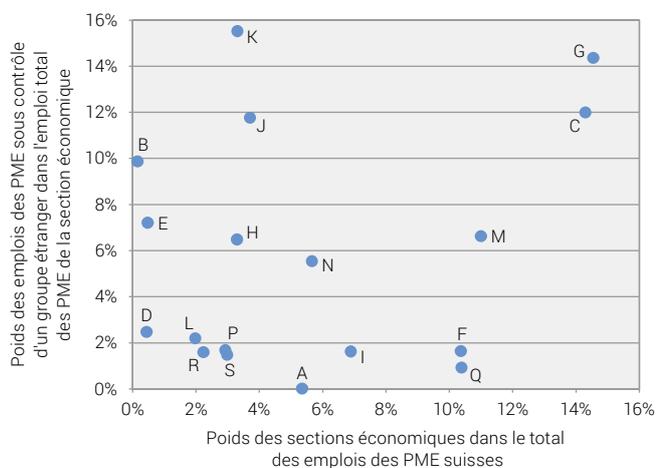
© OFS 2018

¹ Actuellement, la STAFEME est publiée à t+24 mois. Les dernières données de la STAFEME ont été publiées en décembre 2017.

² Davantage d'informations sur la STAFEME se trouvent sur le site internet de l'OFS: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/industrie-services/stagre.html>

Poids des PME sous contrôle étranger dans les emplois des PME des sections économiques, en 2015

G 12



Sources: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT); Statistique sur les filiales et les emplois des multinationales étrangères (STAFEME) © OFS 2018

Les sections économiques se trouvant dans la partie supérieure droite du graphique G 12 sont à la fois importantes pour la Suisse en termes de nombre d'emplois dans les PME et comptent une présence relativement importante de groupes étrangers. Les sections G «Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles» et C «Industrie manufacturière» ressortent tout particulièrement dans le graphique.

Dans la partie inférieure droite se trouvent des sections économiques qui comptent un nombre important d'emploi dans les PME au niveau suisse avec relativement peu de groupes étrangers. On y trouve des activités économiques proche du domaine public telles que la «Santé humaine et action sociale» (Section Q) ou encore les activités économiques centrées sur le marché national telles que la «construction» (section F) ou l'«hébergement et la restauration» (section I).

Les PME des groupes d'entreprises étrangers sont plus présentes dans les activités économiques, comme le «Commerce» (section G) ou les «Activités financières et d'assurance» (section K), qui demandent potentiellement une meilleure connaissance du commerce international et qui sont davantage orientées vers le marché extérieur. On compte également plus de groupes étrangers dans les activités économiques qui demandent un investissement initial plus important tel que les «Industries extractives» (section B).

8 PME en comparaison internationale

Au niveau international, les PME représentent la très grande majorité des entreprises actives en 2015, dernière année pour laquelle des données sont disponibles pour un nombre significatif de pays¹. La part des PME est généralement supérieure à 99,5% pour l'ensemble de l'économie marchande². Cette proportion varie faiblement entre les pays. Les États-Unis et l'Allemagne sont les pays avec le plus faible taux de PME (respectivement 99,4% et 99,5%) alors qu'en Grèce, quasi l'intégralité des entreprises emploie moins de 250 personnes. Ce pays compte seulement 405 grandes entreprises sur un total de 813 020 entreprises marchandes. Le pourcentage des PME suisses (99,7%) est relativement proche de la moyenne des pays considérés (99,8%).

La répartition des PME dans les classes micros et petites est plus contrastée. La Nouvelle Zélande a le plus petit taux de microentreprises (78,7%) alors que la Grèce, la Slovaquie et la Turquie enregistrent un fort taux de microentreprises (resp. 96,9%, 96,7% et 96,4%). L'importance des microstructures en Suisse (86,9%) est comparable à celle de l'Autriche (87,1%), du Luxembourg (87,2%) ou du Danemark (88,9%). Ces pays affichent également une part relativement élevée de petites entreprises (entre 9,1% et 11%). Parmi les pays sélectionnés, ce sont les États-Unis qui comptent proportionnellement le plus de grandes entreprises (0,6%).

En termes d'emplois, on observe des différences particulièrement marquées au niveau de la structure par classes de taille entre les pays (graphique G13). La Suisse compte une part d'emplois dans les PME (69,3%) légèrement inférieure à la moyenne des pays analysés (70,9%). Toutefois, la Suisse présente une distribution relativement homogène des emplois entre les quatre classes de taille. Ainsi, selon le découpage prescrit par l'OCDE, les microentreprises attirent 23,8% de l'emploi de l'économie marchande en Suisse, les petites entreprises 24,6% et les moyennes entreprises 20,9%. Notre pays se classe ainsi parmi les pays où la répartition de l'emploi est particulièrement homogène. À l'inverse, la Grèce et l'Italie ont tendance à avoir une part plus importante des emplois dans les microentreprises (avec respectivement 57% et 45,5% des emplois dans les microentreprises contre une moyenne de 31,6% pour l'ensemble des pays). À l'inverse, la France et l'Allemagne ont une part d'emploi dans les grandes entreprises supérieure à la moyenne des pays considérés (respectivement 37,1% et 38,8% contre le 29,1% pour la moyenne des pays examinés par l'OCDE).

Le tableau T10 et le graphique G13 illustrent le fait que le tissu économique suisse et de la majorité des pays est principalement basé sur les PME.

¹ Les données proviennent de la base de données de l'OCDE sur les statistiques structurelles des entreprises (Dataset: SDBS Structural Business Statistics (ISIC Rev. 4)). Par rapport à la publication de l'OFS sur les PME en 2015, la Suède, la Belgique, le Royaume-Uni, la Roumanie et le Brésil ont été abandonnés par manque de données. À l'inverse, les États-Unis (pour le nombre d'unité uniquement), l'Islande, la Slovaquie et l'Irlande ont été introduits dans l'analyse.

² Il convient de noter que la définition de l'économie marchande utilisée dans les bases de données de l'OCDE sur les statistiques structurelles est très différente de celle utilisée dans les chapitres précédents. En Suisse, l'économie marchande exclut les administrations publiques ainsi que les institutions sans but lucratifs (ISBLSM) au service des ménages. L'OCDE applique un découpage qui va au-delà de cette définition. Ainsi, outre les administrations et les ISBLSM, le périmètre de consolidation de l'OCDE exclut également l'agriculture, les branches d'intermédiations financières (banques et assurances), les branches d'activités économiques proches de l'État (Enseignement, santé et action sociale) ainsi que les branches artistiques, récréatives et des autres activités de services. Les chiffres pour la Suisse ont dès lors été adaptés afin de correspondre au cadre d'analyse de référence de l'OCDE.

Répartition des entreprises par classes de taille pour une sélection de pays, en 2015

T 10

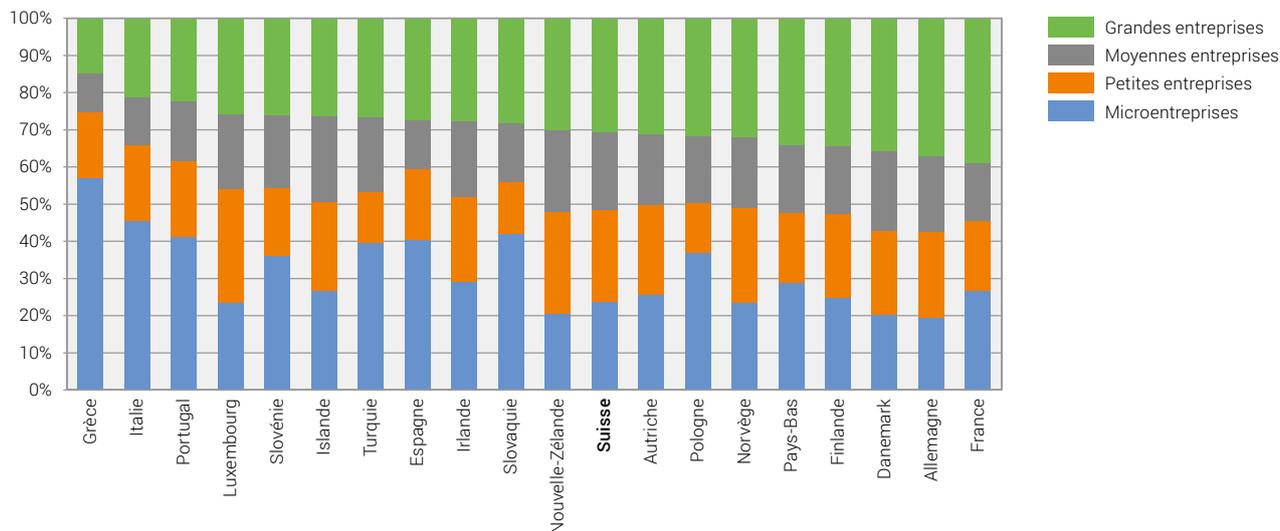
Pays	Microentreprises	Petites entreprises	Moyennes entreprises	PME	Grandes entreprises	Nombre d'entreprises
Grèce	96,9%	2,7%	0,3%	100,0%	0,0%	813 020
Italie	94,9%	4,5%	0,5%	99,9%	0,1%	3 658 414
Portugal	95,3%	4,0%	0,6%	99,9%	0,1%	802 307
Espagne	94,8%	4,5%	0,6%	99,9%	0,1%	2 440 167
Slovaquie	96,7%	2,6%	0,5%	99,9%	0,1%	425 754
Pays-Bas	95,4%	3,7%	0,8%	99,9%	0,1%	1 082 694
France	95,0%	4,2%	0,7%	99,9%	0,1%	2 869 708
Slovénie	94,7%	4,3%	0,8%	99,8%	0,2%	133 549
Turquie	96,4%	2,3%	1,1%	99,8%	0,2%	2 468 746
Irlande	92,3%	6,4%	1,1%	99,8%	0,2%	241 803
Pologne	95,4%	3,4%	0,9%	99,8%	0,2%	1 585 954
Norvège	91,3%	7,4%	1,1%	99,8%	0,2%	292 117
Islande	93,4%	5,3%	1,0%	99,8%	0,2%	24 657
Finlande	91,3%	7,2%	1,2%	99,7%	0,3%	227 473
Suisse	86,9%	11,0%	1,8%	99,7%	0,3%	365 529
Danemark	88,9%	9,1%	1,7%	99,7%	0,3%	209 205
Autriche	87,1%	10,9%	1,6%	99,7%	0,3%	320 920
Nouvelle-Zélande	78,7%	18,1%	2,7%	99,5%	0,5%	105 567
Luxembourg	87,2%	10,4%	2,0%	99,5%	0,5%	3 1812
Allemagne	82,4%	14,7%	2,4%	99,5%	0,5%	2 396 615
États-Unis	78,8%	17,4%	3,2%	99,4%	0,6%	4 241 757

Sources: OECD – SDBS Structural Business Statistics; OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2018

Répartition des emplois par classes de taille en comparaison internationale, en 2015

G 13



Sources: OECD – SDBS Structural Business Statistics; OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2018

9 Conclusion

Avec une part de 99,7% des unités de production du secteur marchand, les PME constituent la quasi-totalité de l'appareil de production helvétique. Les PME sont essentiellement composées de microentreprises, qui représentent près de 9 entreprises sur 10. Les petites entreprises ainsi que les entreprises moyennes constituent une faible part des unités de production, avec des parts relatives de 8,4% et 1,5%.

Cette image, à première vue très contrastée, de la structure économique suisse est à nuancer avec la répartition relativement homogène de l'emploi total entre les différentes classes de taille. Les microentreprises occupent plus d'un quart de l'emploi total du secteur marchand. Les petites entreprises et les moyennes entreprises ont chacune une part relative proche de 20%. Les grandes entreprises (250 emplois et plus) représentent environ 3 emplois sur 10 et constituent ainsi la classe de taille la plus importante en termes d'emploi. Ces chiffres sont stables durant la période analysée.

Toutefois, les analyses par branches d'activités économiques révèlent des structures différentes en termes d'emploi par classe de taille. En effet, du fait des caractéristiques propres à chaque activité (besoins d'investissement, économies d'échelle, degré de compétitivité, etc.), la part des classes de taille varie beaucoup. La part des microentreprises est ainsi relativement faible dans les activités manufacturières et industrielles, qui se caractérisent par la présence d'unités de plus grande taille. La part des grandes entreprises est particulièrement élevée dans les activités de transport et dans les activités financières.

On peut relever ici le profil singulier de la branche «Santé». Alors qu'elle est constituée essentiellement de microentreprises (92%), près de la moitié de l'emploi (45,2%) est contenue dans les grandes entreprises. Cette situation s'explique par la grande hétérogénéité des institutions actives dans cette branche. On y trouve, par exemple, une quantité importante de cabinets médicaux ayant seulement quelques emplois, et dans le même temps, de nombreuses infrastructures hospitalières comptant plusieurs centaines, voire plusieurs milliers, d'emplois.

L'analyse des chiffres de l'emploi sur la période 2011 à 2016 a montré des différences substantielles selon le secteur économiques et la classe de taille PME. On observe ainsi un ralentissement de la croissance en 2015, tant au niveau de la dynamique des entreprises (de 2,8% en 2014 à 0,6% en 2015) et que de celle des emplois (de 1,2% en 2014 à 0,4% en 2015). Au tassement observé dans les PME du secteur tertiaire est venu s'ajouter un recul important dans les moyennes entreprises du secteur secondaire. Les années 2015 et 2016 sont donc marquées par une faible dynamique de l'emploi. Dans les reculs les

plus marqués, nous pouvons mentionner l'horlogerie, l'usinage ou encore le commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé. Pour ces branches, le recul des emplois se rapporte en grande partie aux PME mais également à des grandes entreprises dont le nombre d'emplois diminue suffisamment pour qu'elles deviennent des PME.

La part des PME est très forte dans tous les cantons, et ce de façon relativement homogène. La répartition des entreprises entre les classes de taille varie faiblement entre les cantons, qu'ils soient urbains ou ruraux. Par contre au niveau de la répartition des emplois, les cantons à caractère plus urbains (Bâle-Ville, Zurich, Genève) ont une structure différente des cantons plus ruraux (Appenzell Rhodes-Intérieures, Appenzell Rhodes-Extérieures, Schwytz, Uri, Valais). Les premiers ont une forte proportion d'emplois dans les grandes entreprises tandis que les seconds disposent d'emplois principalement dans les micros et les petites entreprises.

Il convient de souligner le poids relativement important des PME sous contrôle étranger dans quelques branches, notamment le commerce et les activités financières et d'assurance. Par ailleurs, l'emploi dans les filiales suisses des groupes étrangers est contenu majoritairement dans des structures de taille moyenne et grande.

En comparaison internationale, la part des microentreprises en Suisse diffère peu de celle observée dans les autres pays. Notre pays présente un profil similaire à celui de l'Autriche et de la Norvège. En considérant le poids de chaque classe de taille dans l'emploi total de l'économie marchande, on note également une plus grande homogénéité en Suisse.

10 Abréviations

BNS	Banque nationale suisse
Eurostat	Office statistique de l'Union européenne
NOGA	Nomenclature générale des activités économiques
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OFS	Office fédéral de la statistique
PME	Petites et moyennes entreprises
SECO	Secrétariat d'État à l'économie
STAFEME	Statistique sur les filiales et les emplois des multinationales étrangères en Suisse
STATENT	Statistique structurelle des entreprises

Annexe

Description des activités économiques couvertes par la STATENT, selon la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA 2008)

TA 1

Section	Titre	Division	Titre		
A	Agriculture, sylviculture et pêche	01	Culture et production animale, chasse et services annexes		
		02	Sylviculture et exploitation forestière		
		03	Pêche et aquaculture		
B	Industries extractives	05	Extraction de houille et de lignite		
		06	Extraction d'hydrocarbures		
		07	Extraction de minerais métalliques		
		08	Autres industries extractives		
		09	Services de soutien aux industries extractives		
C	Industrie manufacturière	10	Industries alimentaires		
		11	Fabrication de boissons		
		12	Fabrication de produits à base de tabac		
		13	Fabrication de textiles		
		14	Industrie de l'habillement		
		15	Industrie du cuir et de la chaussure		
		16	Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles		
		17	Industrie du papier et du carton		
		18	Imprimerie et reproduction d'enregistrements		
		19	Cokéfaction et raffinage		
		20	Industrie chimique		
		21	Industrie pharmaceutique		
		22	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique		
		23	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques		
		24	Métallurgie		
		25	Fabrication de produits métalliques		
		26	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques		
		27	Fabrication d'équipements électriques		
		28	Fabrication de machines et équipements n.c.a.		
		29	Industrie automobile		
		30	Fabrication d'autres matériels de transport		
		31	Fabrication de meubles		
		32	Autres industries manufacturières		
		33	Réparation et installation de machines et d'équipements		
		D	Production et distribution d'énergie	35	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné
		E	Production et distribution d'eau; gestion des déchets	36	Captage, traitement et distribution d'eau
				37	Collecte et traitement des eaux usées
				38	Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération
				39	Dépollution et autres services de gestion des déchets
		F	Construction	41	Construction de bâtiments
				42	Génie civil
				43	Travaux de construction spécialisés
G	Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles		
		46	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles		
		47	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles		

Source: OFS – Nomenclature générale des activités économiques (NOGA 2008)

© OFS 2018

Description des activités économiques couvertes par la STATENT, selon la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA 2008) (fin)

TA 1

Section	Titre	Division	Titre
H	Transports et entreposage	49	Transports terrestres et transport par conduites
		50	Transports par eau
		51	Transports aériens
		52	Entreposage et services auxiliaires des transports
		53	Activités de poste et de courrier
I	Hébergement et restauration	55	Hébergement
		56	Restauration
J	Information et communication	58	Édition
		59	Production de films cinématographiques, de programmes de télévision; édition musicale
		60	Programmation et diffusion
		61	Télécommunications
		62	Programmation, conseil et autres activités informatiques
		63	Services d'information
K	Activités financières et d'assurance	64	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
		65	Assurance
		66	Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance
L	Activités immobilières	68	Activités immobilières
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	69	Activités juridiques et comptables
		70	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion
		71	Activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyses techniques
		72	Recherche-développement scientifique
		73	Publicité et études de marché
		74	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques
		75	Activités vétérinaires
N	Activités de services administratifs et de soutien	77	Activités de location et location-bail
		78	Activités liées à l'emploi
		79	Activités des agences de voyage, voyagistes; services de réservation
		80	Enquêtes et sécurité
		81	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager
		82	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises
O	Administration publique	84	Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire
P	Enseignement	85	Enseignement
Q	Santé humaine et action sociale	86	Activités pour la santé humaine
		87	Hébergement médico-social et social
		88	Action sociale sans hébergement
R	Arts, spectacles et activités récréatives	90	Activités créatives, artistiques et de spectacle
		91	Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles
		92	Organisation de jeux de hasard et d'argent
		93	Activités sportives, récréatives et de loisirs
S	Autres activités de services	94	Activités des organisations associatives
		95	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques
		96	Autres services personnels

Source: OFS – Nomenclature générale des activités économiques (NOGA 2008)

© OFS 2018

Description des groupes de formes juridiques PME

TA2

Groupe de formes juridiques	Formes juridiques
Entreprises individuelles	Entreprise individuelle
Sociétés de personnes	Société simple; Société en nom collectif; Société en commandite
SA	Société par actions; Société en commandite par actions
Sàrl	Société à responsabilité limitée GMBH/SARL
Sociétés coopératives	Société coopérative
Associations, fondations	Association; Fondation
Sociétés de capitaux étrangers	Filiale étrangère inscrite au registre du commerce; Filiale étrangère non inscrite au registre du commerce
Entreprises publiques	Institut de droit public; Entreprise de la Confédération; Entreprise du canton; Entreprise du district; Entreprise de la commune; Entreprise d'une corporation de droit public

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2018

Programme des publications de l'OFS

En tant que service statistique central de la Confédération, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a pour tâche de rendre les informations statistiques accessibles à un large public. Il utilise plusieurs moyens et canaux pour diffuser ses informations statistiques par thème.

Les domaines statistiques

- 00 Bases statistiques et généralités
- 01 Population
- 02 Espace et environnement
- 03 Travail et rémunération
- 04 Économie nationale
- 05 Prix
- 06 Industrie et services
- 07 Agriculture et sylviculture
- 08 Énergie
- 09 Construction et logement
- 10 Tourisme
- 11 Mobilité et transports
- 12 Monnaie, banques, assurances
- 13 Sécurité sociale
- 14 Santé
- 15 Éducation et science
- 16 Culture, médias, société de l'information, sport
- 17 Politique
- 18 Administration et finances publiques
- 19 Criminalité et droit pénal
- 20 Situation économique et sociale de la population
- 21 Développement durable, disparités régionales et internationales

Les principales publications générales

L'Annuaire statistique de la Suisse



L'Annuaire statistique de la Suisse de l'OFS constitue depuis 1891 l'ouvrage de référence de la statistique suisse. Il englobe les principaux résultats statistiques concernant la population, la société, l'État, l'économie et l'environnement de la Suisse.

Le Mémento statistique de la Suisse



Le mémento statistique résume de manière concise et attrayante les principaux chiffres de l'année. Cette publication gratuite de 52 pages au format A6/5 est disponible en cinq langues (français, allemand, italien, romanche et anglais).

Le site Internet de l'OFS: www.statistique.ch

Le portail «Statistique suisse» est un outil moderne et attrayant vous permettant d'accéder aux informations statistiques actuelles. Nous attirons ci-après votre attention sur les offres les plus prisées.

La banque de données des publications pour des informations détaillées

Presque tous les documents publiés par l'OFS sont disponibles gratuitement sous forme électronique sur le portail Statistique suisse (www.statistique.ch). Pour obtenir des publications imprimées, vous pouvez passer commande par téléphone (058 463 60 60) ou par e-mail (order@bfs.admin.ch). www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Catalogues et banques de données → Publications

Vous souhaitez être parmi les premiers informés?



Abonnez-vous à un Newsmail et vous recevrez par e-mail des informations sur les résultats les plus récents et les activités actuelles concernant le thème de votre choix.

www.news-stat.admin.ch

STAT-TAB: la banque de données statistiques interactive



La banque de données statistiques interactive vous permet d'accéder simplement aux résultats statistiques dont vous avez besoin et de les télécharger dans différents formats.

www.stattab.bfs.admin.ch

Statatlas Suisse: la banque de données régionale avec ses cartes interactives



L'atlas statistique de la Suisse, qui compte plus de 4500 cartes, est un outil moderne donnant une vue d'ensemble des thématiques régionales traitées en Suisse dans les différents domaines de la statistique publique.

www.statatlas-suisse.admin.ch

Pour plus d'informations

Service de renseignements statistiques de l'OFS

058 463 60 11, info@bfs.admin.ch

Les petites et moyennes entreprises (PME) tiennent une place prépondérante dans le tissu économique suisse. Elles sont définies sur la base du critère de l'emploi. Ainsi les entreprises considérées comme PME sont des entreprises marchandes ayant moins de 250 emplois. Elles représentent en 2016 près de 99,7% des entreprises du secteur marchand et absorbent plus de deux tiers de l'emploi actif dans ce secteur. Ce poids considérable dans l'économie est stable depuis plusieurs années. On retrouve d'ailleurs une structure comparable dans la plupart des pays partenaires de la Suisse.

L'Office fédéral de la statistique propose dans cette publication une analyse de la structure des PME suisses du point de vue de leur taille, de leur répartition géographique, de leurs activités économiques ainsi que de leur forme juridique. En outre, ces analyses structurelles sont consolidées d'une part avec un examen intéressant sur l'évolution de l'emploi des PME, notamment sur la période 2014–2016 et d'autre part avec une mise en perspective des PME appartenant à un groupe d'entreprise étranger.

Commandes d'imprimés

Tél. 058 463 60 60
Fax 058 463 60 61
order@bfs.admin.ch

Prix

Fr. 10.– (TVA excl.)

Téléchargement

www.statistique.ch (gratuit)

Numéro OFS

1662-1600

ISBN

978-3-303-06328-6

La statistique www.la-statistique-compte.ch
compte pour vous.